

ALLOCATION DE M. PIERRE MAUROY DEVANT LE CONGRES DE LA
FEDERATION NATIONALE LEO LAGRANGE

(Palais des congrès, le 13.12.1987)

Monsieur le Président,

Mesdames,

Messieurs,

Je suis particulièrement heureux d'intervenir à la tribune de ce 16 ème congrès de la Fédération nationale Léo Lagrange. Je le suis parce que vous êtes à Lille, parce que ce mouvement, chacun le sait, m'est cher, mais surtout parce que le thème que vous avez retenu est ma préoccupation quotidienne.

Quotidienne, oui, parce que j'ai, chaque jour, l'occasion de vérifier que nous nous acheminons vers une société duale, vers cette France à deux vitesses que nous redoutions. La majorité actuelle fait, il est vrai, plus que confirmer les craintes que nous avait donné ses credo libéraux, directement inspirés d'une politique américaine aujourd'hui en échec.

Oui, vous avez raison de vous inquiéter d'une évolution qui multiplie les exclusions et qui parfois donne le sentiment de nous ramener quelques siècles en arrière. Pour poser la question de la différence réelle entre la droite et la gauche, il faut avoir manifesté peu d'attention à une actualité pourtant riche d'enseignements.

Des valeurs aussi essentielles que l'égalité, la solidarité, sont mises à mal. Le droit d'asile lui-même vient d'être remis en cause, avec l'expulsion d'une quinzaine d'opposants au régime iranien. Et que dire des atteintes répétées à l'indépendance de la justice, que dire de ce nouveau droit accordé aux puissants celui de choisir pratiquement leur juge d'instruction ?

Je n'hésite pas à le dire : la patrie des droits de l'homme est en danger. Les inégalités se creusent, par les conséquences directes d'une idéologie, qui troque nos valeurs traditionnelles contre des valeurs cotées en bourse. C'est le règne de l'argent, de l'individualisme forcené, de la loi de la jungle.

Si cette idéologie reste dominante, des signes de refus apparaissent. Des mouvements spontanés de rejet nous rassurent quant à la persistance des grandes idées qui ont donné à la France son autorité morale dans le monde. L'an dernier, les jeunes ont fait l'éclatante démonstration qu'ils n'étaient pas, comme on avait tendance à les présenter, les enfants de Ronald Reagan et ^{de} Margaret Thatcher.)

Mais, je le dis clairement, ces refus ponctuels ne suffiront pas à créer les conditions de l'avènement d'une nouvelle société. La lutte pour les droits de l'homme, la lutte contre les exclusions de toutes natures suppose un travail de longue haleine des forces politiques de gauche en association avec les mouvements sociaux comme le vôtre.

Aux politiques de construire un programme et de l'appliquer. Le parti socialiste à cet égard a des positions claires.

Nous présentons des propositions pour un retour à une nouvelle croissance, seule véritable solution à cette principale cause d'exclusion qu'est le chômage. Nous voulons pour cela améliorer la compétitivité de l'économie, rendre à l'Etat son rôle d'incitation et de régulation des effets pervers du libéralisme. La solution c'est la société d'économie mixte, dans laquelle un secteur public fort est le garant des intérêts nationaux.

L'action en faveur de l'emploi et du redressement économique est inséparable d'un effort important dans le domaine de la formation. Elever le niveau de la formation initiale des jeunes Français est la première condition d'une réussite de la France à l'aube du troisième millénaire.

Enfin, nous devons rétablir les conditions de l'exercice d'une vraie solidarité, d'une politique d'insertion à l'égard de tous ceux qui vivent aujourd'hui dans l'exclusion: les jeunes sans formation, les immigrés, les familles démunies. C'est notre proposition d'un revenu minimum d'insertion. C'est notre travail dans les offices H.L.M. A Lille, j'ai mis en place une formule originale de soutien aux familles en difficultés. Une formule qui doit à la fois permettre d'assainir les finances de l'office, donc de lui donner les moyens de mieux assurer sa tâche, et d'aider les familles à se sortir d'un engrenage de difficultés qui leur interdisent souvent de retrouver leur place dans la société.

Parallèlement, le monde associatif a un rôle considérable à jouer sur le terrain. A condition qu'on lui permette de travailler. Depuis 20 mois, chacun sent bien que ce n'est pas l'objectif du gouvernement actuel. Les réductions de subventions, les

suppressions de postes, qui mettent en péril le fonctionnement des associations d'éducation populaire, confirment une politique qui privilégie les individus. L'absence, à ce congrès, de représentant de l'Etat est significative de cet état d'esprit.

Les clubs Léo Lagrange, par leur contact étroit avec la population, dans les quartiers, dans les H.L.M. aujourd'hui délaissées par les militants du Parti communiste, sont à même de connaître les besoins, d'affiner les réponses à tous ces problèmes d'exclusion. Ils peuvent même devenir prestataires de services des collectivités locales, en ce qui concerne la formation et l'animation.

Pour amener 80% d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat, il ne suffit pas, chacun le sait bien, d'ouvrir des collèges et des lycées, même si c'est bien sûr la première condition à remplir. Il faut aussi créer les conditions matérielles et culturelles de la réussite scolaire. Cette tâche est la nôtre ; elle est aussi la vôtre.

UN MESSAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE AUX « LÉO »

Chassez le naturel, il revient au galop ! M. Pierre Mauroy a fait pour Léo Lagrange un discours de congrès... socialiste.

EN grande forme, le maire de Lille ! Plus tribun que jamais, il a tenu des propos ardents aux 2.000 congressistes de la fédération nationale Léo Lagrange, dont il fut un des fondateurs en 1951.

Critiquant vivement la politique gouvernementale notamment en matière de justice (avec ou sans les juges, nous serons toujours du côté de la justice), il s'est prononcé en faveur d'un « revenu minimum d'insertion » et a plaidé pour qu'avec le statut de l' élu, soit étudié un statut de l'animateur social.

Félicitant la fédération Léo Lagrange pour son engagement dans la lutte contre toutes les exclusions, il compara « la France de Cancun » de 1981 et la France accusée aujourd'hui à l'ONU, expulsant les réfugiés iraniens : « La France, patrie des Droits de l'Homme, serait-elle aujourd'hui en danger ? » interroge-t-il.

Il appartient à M. Derosier, président national de conclure et de dégager les orientations du mouvement contre toutes les exclusions.

Au cours de cette séance de clôture, outre les interventions de MM. Noël Josèphe, président du conseil régional, de M^{me} Mitterrand (voir en page métropole), M. Jack Lang a indiqué que le vote du printemps serait « un choix de civilisation ». Puis, fut diffusé un message audio-visuel du Président de la République, dont voici la teneur :

« Vous avez choisi pour cet important congrès le thème de la lutte contre les exclusions, lutte qui constitue l'une des raisons d'être de la Fédération Léo Lagrange. En effet, vos associations locales, vos équipements de quartiers, vos instituts de formation, vos villages de vacances, n'existent que par la volonté de vivre ensemble, par la conviction que l'action culturelle, les activités de loisirs, l'animation so-

ciale doivent être ouvertes à ceux qui en seraient écartés s'il ne fallait compter que sur les motivations individuelles. Aujourd'hui la mode a tendance à dévaloriser certaines idées, certains mots, dénoncés comme ceux d'une autre époque. Education populaire, par exemple, cela fait partie des mots presque oubliés.

Or, ces mots, et l'idée qu'ils recouvrent, n'ont jamais été

aussi nécessaires qu'aujourd'hui. Aussi faut-il les défendre car ils sont synonymes de générosité. Tout comme le mot laïcité reste synonyme de tolérance. C'est en période de crise qu'il faut davantage de convictions, pour construire une société qui refuse d'écraser les faibles. On le sait bien, avec les difficultés économiques, s'accroît la tentation du chacun pour soi. Si par malheur, étaient remis en

cause les systèmes de solidarité, combien de temps faudrait-il pour reconstruire cette œuvre de plusieurs générations ? Exclusions, pauvreté, chômage, illettrisme, rien n'est fatal. Accéder au droit fondamental de vivre sans être humilié, et pour cela bénéficier dès le départ de chances égales, tel doit rester l'objectif de notre démocratie, tel doit être notre projet pour la France... ?



De gauche à droite, MM. Mauroy, Josèphe, M^{me} Danielle Mitterrand, M^{me} Geneviève Domenach-Chich, MM. Bernard Derosier et Michel Delebarre (M. Lang était à Hellemmes). (Ph. NE - C. Lemaire)

NE 15 Dec 87